

**Interpellation de Monsieur Daniel Senesael à Madame Maggie De Block, Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, concernant la situation sanitaire dramatique en Grèce**

Madame la Ministre,

Depuis le début de la crise en 2008, le budget alloué au Système national de Santé a été réduit de 50% vu les exigences des institutions financières internationales à l'égard du système de santé grec.

Aujourd'hui, 2,5 millions de citoyens n'ont plus accès aux soins de santé en Grèce. 25% des Grecs n'ont plus de couverture santé. Les hôpitaux sont exsangues et les opérations chirurgicales y sont très souvent suspendues. Il est constaté une augmentation de la mortalité infantile de 51%, une diminution de plusieurs couvertures vaccinales, une augmentation des hospitalisations dans les hôpitaux publics de 37%. Par ailleurs, un nombre croissant de médecins grecs, plus particulièrement de spécialistes, abandonnent leurs postes pour pourvoir des fonctions à l'étranger et plus de 8.000 infirmières qualifiées sont actuellement sans emploi.

Autant de constats inconcevables qui démontrent le drame qui se joue au sein même d'un pays de l'Union européenne. Et cette situation n'a évidemment fait que s'amplifier en raison de la crise des réfugiés que connaît le pays depuis plusieurs mois maintenant.

Pourtant, les instances de Union européenne ne semblent pas vouloir prendre conscience de la situation et aucune mesure d'aide n'est à ce jour proposée pour leur venir en aide.

C'est évidemment inacceptable pour mon Groupe qui n'a de cesse de rappeler l'importance de pouvoir maintenir une sécurité sociale forte permettant à chacun, quels que soient ses revenus, d'avoir accès aux soins de santé et à une protection sociale.

L'ONG Médecins du Monde, l'hôpital universitaire Erasme associé à l'Université Libre de Bruxelles et le CHU Saint-Pierre de Bruxelles ont d'ailleurs lancé le mois dernier une campagne dénommée « Urgences Grèce – Stop au Grexit médical », afin de sensibiliser la population belge face à la crise sanitaire que connaît actuellement la Grèce. La campagne vise également à récolter des fonds pour financer des projets concrets sur le terrain. Trois projets ont d'ores et déjà été lancés comme la création d'une nouvelle polyclinique ou encore la mise en place d'une chaîne de solidarité médicale pour un bus médicalisé avec des équipements mobiles (échographes, biologie, ECG, spirométrie, etc.).

Une pétition pour demander le gel du budget des soins de santé en Grèce a, par ailleurs, été lancée afin de mettre la pression sur les autorités européennes.

Madame la Ministre,

Des discussions sur la situation sanitaire dramatique que connaît la Grèce ont-elles déjà eu lieu au sein du Conseil EPSCO ?

Si ce n'est pas le cas, comptez-vous demander la mise à l'ordre du jour de ce point essentiel ?

Si oui, quelle attitude adopterez-vous et que défendrez-vous comme mesures concrètes pour venir en aide à la Grèce dans ce cadre ?

Le non-sens des mesures imposées à la Grèce par l'Eurogroupe sans même avoir sollicité l'avis du conseil EPSCO ne doit-il pas pousser celui-ci à s'impliquer davantage, voire à s'imposer, lorsque de telles mesures touchant la population et la santé publique sont prises ?

Je vous remercie.

## Réponse de la Ministre De Block

Monsieur Senesael, le Conseil informel EPSCO s'est penché sur cette question les 24 et 25 septembre 2015 sous deux angles. Ainsi, la relation entre la réglementation budgétaire européenne et la politique de santé a été discutée indépendamment des implications directes sur le contexte grec, puisque l'EPSCO a traité de la situation sanitaire des migrants. L'établissement de l'ordre du jour de ce Conseil relève d'une prérogative de la présidence. Les autres États ont la faculté d'ajouter divers points. En l'occurrence, il appartient à la Grèce d'inscrire cette question à l'agenda, comme elle l'avait fait pour la situation sanitaire des migrants. Un débat à ce sujet ayant eu lieu en septembre, je puis vous informer des positions adoptées par la Belgique à l'époque. Tout d'abord, j'évoquerai la relation entre la réglementation budgétaire européenne et la politique de santé. Lors de ce Conseil, notre pays a plaidé en faveur d'une collaboration renforcée entre ministres de la Santé pour veiller à ce que les soins ne soient pas traités comme un bouche-trou budgétaire, mais comme un investissement favorisant la croissance économique. Cependant, une action européenne exige au préalable un consensus. Or, en l'espèce, il fait défaut. La majorité des États membres considèrent la santé comme une compétence exclusivement nationale et rejettent en conséquence toute forme de collaboration à l'échelle européenne. Je ne prévois pas de changement fondamental dans un avenir proche en ce domaine.

Il en résulte que l'aide à la Grèce en termes de soins de santé, ces dernières années, a été organisée principalement sous le contrôle de l'EPSCO. La Belgique s'est activement impliquée dans cette aide. La Belgique a ainsi collaboré activement à la réorganisation de l'assurance maladie grecque et c'est, en partie, à la demande de la Belgique, que l'OMS a été impliquée en Grèce. Ceci a débouché notamment sur une réforme des soins de santé de première ligne. Quant aux résultats de ces efforts, je ne puis vous donner aucune information sur ce bref laps de temps. Il n'existe, à ma connaissance, encore aucune évaluation officielle de cette réforme.

Je traiterai ensuite de la situation des migrants en Grèce. Ce point figurait aussi à l'ordre du jour de l'EPSCO en septembre 2015 et, à l'époque, la Belgique a souligné l'importance de dépistages médicaux chez les migrants qui arrivent dans l'Union européenne et a insisté, en outre, sur le fait que les migrants entrants ne représentent pas de grands risques sanitaires pour la population européenne.

mais qu'en revanche, ils subissent les lourdes conséquences de multiples jours de voyage. Il existe maintenant une nouvelle initiative de la Commission européenne visant à libérer 700 millions d'euros pour l'aide humanitaire d'urgence en Europe. Ce montant serait libéré en trois tranches: 300 millions d'euros en 2016, 200 millions d'euros en 2017 et 200 millions d'euros en 2018. Jusqu'ici, l'aide humanitaire n'était possible que dans le cadre d'une action externe. C'est donc la première fois que des moyens sont alloués à un État membre de l'Union européenne. J'espère que cela changera les choses.

### Réplique de Daniel Senesael

Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse. À la suite de celle-ci, je vais déposer une motion de recommandation. L'EPSCO s'est réuni en septembre, voici huit mois. Or, en huit mois, la situation a évolué négativement. Je demande dès lors que l'on mette à l'ordre du jour du Conseil EPSCO la situation sanitaire dramatique que connaît actuellement la Grèce, en fonction d'ailleurs des éléments que Mme la ministre a apportés.

Je demande également de collaborer activement au sein du Conseil EPSCO notamment, afin que des réponses et des mesures d'aide concrètes puissent être prises pour venir en aide à la Grèce dans ce cadre et non pas comme on l'entend dans la réponse que Mme la ministre a formulée. Je ne mets évidemment pas en cause la réponse de la ministre mais je ne suis pas satisfait des éléments de réponse car il n'y a pas de consensus européen. Par ailleurs, la santé reste une compétence exclusivement nationale et, de ce fait, la solidarité ne peut pas être organisée. Je demande aussi que le Conseil EPSCO soit systématiquement consulté, lorsqu'une instance européenne – que ce soit l'Eurogroupe ou la Commission –, prend des mesures touchant directement à la protection sociale et la santé publique de la population d'un ou plusieurs États membres.

Voilà les trois demandes qui seront reprises dans la proposition de motion que je dépose.

### Maggie De Block, ministre:

Entre-temps, le ministre grec a été remplacé. Le ministre en charge au mois de septembre était vraiment très actif, mais cela n'a plus été le cas après. C'est aussi à eux de prendre les choses en main.

**La présidente :** Cette recommandation vous permettra de stimuler vos équivalents grecs notamment.